



Africa Europe Faith and Justice Network ***Réseau Afrique Europe Foi et Justice***

ECHOS D'AEFJN

N. 4 – juillet & août 2013

www.aefjn.org

aefjn@aefjn.org

DES REFLEXIONS

Les biens communs, une alternative au néolibéralisme

Le concept des biens communs collectifs gérés par la communauté et accessibles à tous ses membres est un concept biblique. Ces biens, ainsi que les biens publics/commons mondiaux envisagés à l'échelle mondiale et dont la gestion et le droit d'en user seraient réglementés par une entité mondiale démocratique qui garantirait la durabilité de la ressource et le droit collectif d'en disposer, sont une alternative possible au néolibéralisme dominant. [En savoir plus](#)

DU BUREAU D'AEFJN

L'industrie des armes d'UE et la crise de l'UE

La diminution du budget militaire due à la crise a eu peu d'impact sur les ventes d'armes. Les coupures sont venues principalement d'une réduction des dépenses en personnel, malgré le fait que, dans beaucoup de pays de l'UE, l'achat d'équipements militaires excessifs et trop sophistiqués a contribué au fardeau de la dette. La destination des armes et une partie de sa production sont passées de l'Europe et des Etats-Unis vers les pays en développement, principalement le Moyen-Orient et l'Asie. [En savoir plus](#)

Les agriculteurs doivent être partie prenante dans les négociations climatiques!

Depuis longtemps les agriculteurs familiaux africains se basent sur les connaissances de leurs ancêtres pour s'adapter aux conditions météorologiques variables et ils ont ainsi nourri des générations. Plusieurs exemples prouvent la capacité des agriculteurs familiaux de s'adapter au changement climatique et de produire des denrées alimentaires. [En savoir plus](#)

Différences et les difficultés des négociations des APE

Actuellement, cinq négociations d'Accords de partenariat économique (APE) sont en cours entre l'UE et les régions africaines. L'UE essaie de négocier avec des pays africains comme si les deux parties avaient les mêmes conditions de vie et comme si leurs économies avaient le même niveau de développement. Mais la réalité est toute différente. Les résultats espérés envisagent une croissance économique pour les entreprises européennes, tandis que les états africains peuvent avoir besoin de ressources complémentaires, vu la diminution de leurs revenus causée par les APE. [En savoir plus](#)

A LA UNE

Nouvelles bonnes pratiques de l'UE pour la distribution de médicaments

La Commission européenne a publié les 'Lignes directrices sur les bonnes pratiques de distribution des médicaments révisées, travaillées par l'Agence européenne des médicaments. Les dernières lignes directrices dataient de 1994. Les nouvelles directives couvrent toute la chaîne de distribution et toutes les firmes impliquées (quelle que soit leur implantation, même dans des zones franches, et incluant les courtiers). Elles s'appliquent aussi aux produits destinés uniquement à l'exportation. Elles renforcent les

exigences sur les systèmes de contrôle de qualité et de traçabilité pour limiter l'entrée de produits falsifiés.
[En savoir plus](#)

Le rôle des institutions financières européennes de développement dans l'accaparement de terres

Des transactions à grande échelle pour des terres ont augmenté énormément ces dernières années dans des pays en développement et, en particulier, en Afrique : environ 80 millions d'hectares de terre arable ont déjà été transférés à des investisseurs étrangers. Aprovea a découvert que les institutions financières européennes de développement sont impliquées dans des accaparements de terres et qu'il y a un risque significatif qu'elles contribuent à de telles transactions à l'avenir. [En savoir plus](#)

Transparence dans le secteur extractif

L'UE a commencé le processus pour une nouvelle directive relative à la transparence des sociétés européennes qui travaillent dans le secteur extractif minier. Cette initiative est inspirée par le « Dodd-Frank Act » et elle concerne les sociétés européennes qui travaillent à l'étranger dans le secteur du pétrole, du gaz et des forêts. Selon cette directive, tout paiement au-delà de 100.000 euros, fait à des gouvernements étrangers pour obtenir des contrats d'exploitation doivent être publiés pour garantir la transparence du processus. [En savoir plus](#)

DES VOIX DU RESEAU

25^e anniversaire d'AEFJN : l'Antenne des Pays-Bas

La célébration de l'Antenne hollandaise comportait un exposé par René Grotenhuis, directeur de Cordaid, auteur de plusieurs livres sur le développement international et président de la Société pour le développement international. A ses yeux, l'essence du travail de toute organisation qui veut améliorer les conditions de vie des marginalisés consiste à **changer les structures de pouvoir**. [En savoir plus](#)

ACTION

Demandez à votre gouvernement de ratifier le Traité de commerce des armes (TCA)

Veuillez écrire une lettre ([cliquez ici pour obtenir la lettre modèle](#)) à votre Ministre des Affaires étrangères en lui demandant d'introduire la législation nécessaire au Parlement en vue de pouvoir ratifier sans délai le Traité de commerce des armes, afin de faciliter la réglementation des ventes d'armes conventionnelles. [En savoir plus](#)

PLAIDOYER

Présentation au Parlement belge du rapport: «Ruées vers les terres»

Le 10 juin 2013, AEFJN présenta au Parlement belge, en coopération avec d'autres organisations de la société civile belge, le rapport « Ruées vers les terres : Quelles complicités belges dans le nouveau Far West Mondial ? ». Le rapport analyse l'implication des acteurs belges dans les accaparements de terres à l'étranger. Le rapport présente également des études de cas pour l'Afrique et d'autres régions du monde. [En savoir plus](#)

VIDEOS

[Vidéo sur l'industrie pétrolière et minière au Tchad et en Colombie](#) : Des activistes parlent de leur lutte (5 min, anglais et français).

[« The scourge of bio-piracy \(Le fléau de la biopiraterie\) »](#) : les dangers des brevets pour les semences et la souveraineté alimentaire (2 mins, uniquement en anglais)

[« A qui profite le cuivre ? »](#) : Documentaire sur l'exploitation de cuivre en Zambie (63min, uniquement en français)

[« Please Choose Us, Not Dictators: on the ATT »](#) : l'importance de la signature du traité par les membres de l'ONU. Le TCA prendra effet 90 jours après que 50 états membres l'aient ratifié. (2 min, uniquement en anglais)

[« Le droit foncier, solution à l'accaparement des terres »](#) : Vidéo sur une solution proposée aux accaparements des terres, notamment des titres fonciers simplifiés pour les agriculteurs familiaux. (4min, uniquement en français)